pense que comme tout gouvernement démocratique, après avoir posé ce geste, il doit en faire rapport au Parlement.

C'est là, je pense, monsieur le Président, la différence que moi j'apporte dans ce débat entre la motion qui dit d'abroger et faire l'approbation du Parlement et le rapport du Comité des comptes publics qui met une limite à une transaction de 20 millions.

Il s'agit seulement d'expliquer pourquoi dans notre système budgétaire, pourquoi chaque année le ministre des Finances est-il obligé de garder le secret absolu? Parce qu'il y a quand même des transactions qui pourraient affecter notre système économique qui créeraient la spéculation. Si les gens le savaient avant, ils pourraient s'en prévaloir. C'est pour cela, je pense que si nous demandons au gouvernement de permettre des remises d'impôt mais en même temps, avant de l'accepter, qu'il soit étudié au Parlement, je pense que cela prendrait à peu près le même temps. Il s'agit de passer une loi.

Je pense que les effets, dans ce cas-là, souvent, il faut agir vite et aussi, c'est pour des effets économiques. C'est mieux que le public ne soit pas informé à l'avance. Mais une fois le geste posé, une fois que la remise d'impôt ou de taxe serait accordée, il est très important, monsieur le Président, que tout gouvernement démocratique, le minimum qu'il puisse faire est d'en faire rapport au Parlement et donner tous les renseignements au vérificateur général lors de la vérification des livres, un gouvernement qui doit se comporter comme tout bon père de famille, comme toute bonne entreprise. Et quand le vérificateur arrive au bureau de l'entreprise, il faut soumettre toutes les pièces justificatives, puis toutes les raisons pourquoi on a fait tel geste, pourquoi on a entrepris, on a approuvé une telle transaction. Et c'est la même chose, monsieur le Président, pour le gouvernement du Canada. Et dans ce cas-ci, pour l'intérêt public, je suis d'accord qu'il continue à avoir ses droits à faire des remises d'impôt toujours pour l'intérêt public, selon l'article 17, mais une fois que le geste est posé, et cela au moins une fois par année, il devrait déposer ce geste-là afin que le Parlement, qui est le représentant du peuple, au nom des Canadiens, des contribuables canadiens, puisse le voir, puisse juger le gouvernement s'il a agi selon l'article 17 de la Loi, selon son mandat, et c'est là justement que le peuple canadien pourra juger un gouvernement.

Alors là-dessus, monsieur le Président, j'aimerais terminer mes remarques et bien sûr j'espère que mes collègues puissent, à la fin de ce débat, régler cette motion afin que nous puissions peut-être donner ce message au gouvernement pour modifier et peut-être amener une solution entre l'abolir complètement et donner un plafond de 20 millions de dollars pour permettre au gouvernement de faire des remises d'impôt, mais en même temps une fois qu'il le fait, de faire rapport au Parlement.

● (1720)

[Traduction]

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, il est toujours utile de débattre de la dépense de fonds publics ou de la non-perception de taxes, ce qui est en cause dans le débat sur l'article 17 de la Loi sur l'administration financière. Cette disposition permet de prendre des ordonnances pour exempter des personnes d'une taxe qu'elles devraient normalement payer ou pour leur rendre, conditionnellement ou inconditionnellement, les taxes qu'elles ont déjà payées.

Administration financière—Loi

Comme parlementaires, nous devons toujours surveiller de près les opérations financières du gouvernement. C'est l'une de nos principales obligations.

J'ai une chose à dire au sujet de la proposition de mon collègue de York-Est (M. Redway). Je suis de son avis si j'écoute mon cœur mais ma tête se prononce en faveur du maintien de l'article 17. C'est très bien d'exiger que le Parlement examine chaque somme avant que le gouvernement ne la dépense ou chaque ordonnance de remise avant qu'elle ne soit prise. Je ne crois pas que cela soit possible dans la réalité. Des centaines, voire des milliers d'ordonnances de remise sont prises chaque année et si le Parlement devait scruter chacune d'elles à l'avance, nous ne ferions pratiquement rien d'autre. Il peut cependant arriver que des remises à caractère politique ou mettant en cause de grosses sommes passent inaperçues. L'idéal serait que nous puissions nous concentrer sur ces ordonnances et en faire l'objet d'un débat avant qu'elles ne soient prises. Je ne sais vraiment pas comment nous pourrions nous y prendre.

La nécessité d'avoir une mesure législative autorisant les remises est reconnue tant dans la Loi sur l'administration financière que dans la motion du député de York-Est (M. Redway). Ces remises doivent être autorisées par une mesure législative. Aux termes de la loi actuelle, cette autorisation est prévue au paragraphe 17(1), qui dit ceci: «Sur la recommandation du Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il le juge d'intérêt public, remettre tout impôt, droit ou peine.» Si nous abrogeons l'article 17 comme on propose de le faire, il nous faudrait alors réexaminer la Loi sur l'administration financière, ou une autre loi, pour y remettre cette autorisation. Je présume que mon collègue de York-Est reconnaît ce fait.

Cependant, si nous donnions suite à ses recommandations, nous nous trouverions à ajouter une étape au processus d'autorisation des remises. Il faudrait le consentement du Parlement, ce qui voudrait dire, je suppose, l'adoption d'un projet de loi spécial. Chaque année, ou au besoin, le Parlement serait saisi d'un projet de loi contenant la liste des diverses remises que le gouvernement se propose de faire. Ce projet de loi devrait suivre toutes les étapes de l'étude à la Chambre et à l'autre endroit et recevoir la sanction royale comme n'importe quel autre projet de loi. C'est là un processus qui pourrait s'avérer très long, ce qui, à mon avis, pourrait poser un problème pour le gouvernement puisque cela réduirait le temps pouvant être consacré à l'étude d'autres mesures qui devraient être débattues à la Chambre.

Il doit y avoir une disposition prévoyant l'examen de ces remises par le public et le Parlement. C'est absolument nécessaire. Cette disposition existe dans une certaine mesure dans la loi actuelle. Si on lit le paragraphe 17(8), on voit qu'il y est précisé qu'un état de chaque remise de 1 000 \$ ou plus, accordée sous le régime de cet article, doit être signalé à la Chambre des communes dans les comptes publics. Aussi, les décrets de remise de l'année précédente sont présentés chaque année à la Chambre des communes dans les Comptes publics. Évidemment, ils sont renvoyés au comité parlementaire qui peut les étudier en détail. Une étude minutieuse est donc prévue.